

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELILE ET FILS

ZI des Pomes
32100 Condom

Références : PV/CM/UbD24-47/2026/041
Code AIOT : 0100001901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement DELILE ET FILS implanté 72 RUE FERNAND BUISSON 47240 Castelculier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection vise au récolement des arrêtés préfectoraux n°47-2024-10-31-0003 de prescriptions spéciales et n°47-2024-10-31-0004 d'enregistrement, datés du 31 octobre 2024. Le référentiel réglementaire principal de cette visite est l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Suite au rachat de la société Delile et Fils par la société SIRMET, le changement de gestionnaire de cette première société est effectif depuis le 1er janvier 2025. Le site est ouvert depuis le 5 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELILE ET FILS
- 72 RUE FERNAND BUISSON 47240 Castelculier
- Code AIOT : 0100001901
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est enregistré par arrêté préfectoral n° 47-2024-10-31-0004 du 31 octobre 2024 pour des activités de tri-transit et regroupement de déchets de métaux et déchets d'équipement électriques et électroniques. L'exploitant y exerce en outre une activité de collecte de batteries, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2710-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et objet de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 47-2024-10-31-0003 également daté du 31 octobre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Points de prélèvements pour les contrôles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Mesures périodiques - eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Sans objet
7	Compléments des prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 31/10/2024, article Chapitre 2.2	Sans objet
8	Plan des installations	AP de Mesures Spéciales du 31/10/2024, article 1.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification des installations des installations électriques révèle une non-conformité qu'il convient de corriger.

Les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ne sont pas équipés d'une détection incendie.

Le site n'est pas doté de points de prélèvement d'échantillons et de mesure de la qualité des eaux. Un regard de canalisation proche de l'entrée du site est susceptible d'être transparent aux pollutions et est totalement ouvert aux corps étrangers.

Les mesures de prévention des envols et d'accumulation/dépôt de poussières et boues ne sont pas formalisées ni ne font l'objet d'une traçabilité.

Les délais de mise en conformité sont fixés dans les fiches des constats détaillées infra.

Suite au changement de l'emplacement dédié à la collecte des batteries, le titre 2 "Prescriptions particulières" de l'arrêté préfectoral n°47-2024-10-31-00003 n'est plus adapté. Cette modification est portée à la connaissance de Monsieur le préfet par dossier déposé en date du 16/12/2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Le site est équipé d'un téléphone fixe, le personnel dispose de téléphones mobiles professionnels. Suite à la visite, l'exploitant a transmis un plan du site figurant les dangers.

Concernant les extincteurs, il présente une déclaration de conformité au référentiel APSAD R4 datée du 25/02/25.

Le site dispose d'une benne à immersion de 30 m³.

Les aires extérieures sont couvertes par un système de télédétection par caméra thermographique couplé à un système d'alerte avec astreinte.

Un poteau incendie est implanté à l'entrée du site. L'exploitant présente un rapport établi par la société 2PA pour le compte de l'Agglomération d'Agen et daté de juillet 2025, lequel indique que le débit délivré par ce poteau est de 60 m³/h.

Après la visite, l'exploitant a transmis une photographie attestant la présence sur site d'un bac de sable et d'une pelle, sous abris. Il a en outre transmis les comptes-rendus des exercices incendie réalisés les 24 septembre et 3 décembre 2025.

L'exploitant dispose d'un registre de sécurité. Il présente un procès-verbal d'intervention pour la mise en service, en date du 22/01/25, des extincteurs par une société spécialisée. Leur présence est constatée, par sondage, sur site. Une vérification annuelle des extincteurs devra être effectuée en 2026.

Le bâtiment accueillant les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que le bâtiment secondaire, ne sont pas dotés de détection incendie.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 9 à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Équiper les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Un justificatif de la commande d'un tel système est à transmettre <u>dans un délai d'un mois</u> , sa mise en service est à justifier dans un délai maximal de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Installations électriques et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de vérification Q19 (thermographie des installations électriques) établi par l'APAVE le 07/07/25 (rapport n°134841370.001) ; - le certificat Q18 (vérification périodique des installations électriques) établi suite à l'intervention du 12/05/25 par l'APAVE, rapport du 11/08/25 n° 134981386-001-1. Une non-conformité ou anomalie est mentionnée dans ce rapport, qui n'a pas encore été corrigée au jour de la visite d'inspection. La mise à la terre des équipement est mentionnée dans ledit rapport de l'APAVE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier la correction de la non-conformité mentionnée dans le rapport de vérification périodique de l'APAVE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : I.-Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre

l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.
Constats : Suite à la visite, l'exploitant a transmis la version mise à jour de son plan de défense contre l'incendie, ainsi qu'une photographie d'une boîte dédiée à la mise à disposition des informations utiles aux services d'intervention et de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>L'exploitant est invité à se rapprocher du SDIS47 au sujet d'une solution de transmission d'informations dématérialisées, et donc susceptible de se substituer aux boîtiers physiques ou de les compléter.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de prélèvements pour les contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Au jour de la visite, un bassin de rétention des eaux pluviales est en cours de réalisation. L'exploitant déclare que ces travaux prévoient la création d'un point de prélèvement, et qu'ils seront terminés au cours du premier trimestre 2026. Le site n'est pas doté de point de prélèvement d'échantillons ni de point de mesure. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018. L'inspecteur constate, sur l'aire revêtue à proximité du chantier du bassin, la présence d'un regard de canalisation dépourvu de couvercle ou de grille de protection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier la création de points de prélèvement d'échantillons et de mesure à l'exutoire des eaux sur chaque canalisation de rejet d'effluents, dans un délai de deux mois.

Garantir qu'aucun effluent polluant ne peut-être rejeté directement par l'intermédiaire du regard présent à l'entrée du site, et prévenir tout colmatage de la canalisation associée par des corps étrangers. Les justifications en sont apportées dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures périodiques - eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'eau

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté de mesure de concentration des polluants dans les eaux rejetées.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre une analyse des eaux (pour les polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté du 6 juin 2018), et ce dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Risques d'envols et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;

<ul style="list-style-type: none"> - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;
<p>Constats :</p> <p>Les aires de stationnement et voies de circulation sont revêtues. Le site est doté de chariots élévateurs équipés de brosses. L'exploitant a présenté la fiche de sécurité datée du 7 août 2025 intitulée "cariste-gestion des DEEE", paraphée par deux salariés, détaillant les conditions du balayage. L'exploitant déclare qu'un balayage quotidien du site est effectué. Ce balayage n'est pas formalisé ni ne fait l'objet d'une traçabilité. Les bennes ouvertes ne sont pas susceptibles de contenir des déchets sujets aux envols.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Formaliser le balayage du site (fréquence, procédure...) et assurer une traçabilité des opérations nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses ainsi que le dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation extérieures au site. La justification en est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Compléments des prescriptions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2024, article Chapitre 2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tri-transit-regroupement dans le bâtiment principal s'effectuera uniquement sur des métaux ou déchets de métaux triés sans risque d'incendie, sans présence de D3E, et en l'absence absolue de tout autres produits ou déchets inflammables, tels que bois papiers, cartons en quelque quantité ou présence que ce soit.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite du bâtiment principal permet de constater que l'exploitant n'accueille aucun déchet, et qu'il n'a pas vocation à en recevoir. Il est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un atelier de chaudronnerie ; - bureaux et locaux sociaux.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan des installations

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 31/10/2024, article 1.2.2</p>
--

Thème(s) : Situation administrative, implantation des installations
Prescription contrôlée : Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare projeter le déplacement de l'emplacement du transit de batteries (activité déclarée au titre de la rubrique 2710-1b de la nomenclature des ICPE), dans une zone qui sera délimitée par des blocs béton "B-blocs" et couverte. Cette zone est figurée sur un plan du porter à connaissance adressé à Monsieur le préfet en date du 16 décembre 2025. Au jour de la visite, l'activité de collecte de batterie n'est pas encore exercée, la nouvelle zone n'est pas créée.
Type de suites proposées : Sans suite